Communication stratégique de l'Union visant à contrer la propagande dirigée contre elle par des tiers

2016/2030(INI) - 14/10/2016 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires étrangères a adopté un rapport dinitiative dAnna El?bieta FOTYGA (ECR, PL) sur la communication stratégique de lUnion visant à contrer la propagande dirigée contre elle par des tiers.

Les députés estiment que lUnion européenne, ses États membres et ses citoyens subissent une pression grandissante et systématique pour faire face aux campagnes dinformation, de désinformation et dinformations trompeuses et à la propagande de pays et dacteurs non étatiques, tels que des organisations terroristes ou criminelles transnationales dans son voisinage.

La propagande hostile contre lUnion européenne prend diverses formes et utilise divers outils dans le but de déformer la vérité, de diviser les États membres, dentraîner un découplage stratégique entre lUnion européenne et ses partenaires dAmérique du Nord, de paralyser le processus décisionnel, de discréditer les institutions de lUnion et de saper le discours politique européen fondé sur des valeurs démocratiques.

Communication stratégique de lUnion visant à contrer la propagande dirigée contre elle par des tiers : les députés demandent aux institutions de lUnion de reconnaître que la communication stratégique et la guerre dinformation ne sont pas seulement un problème externe, mais aussi interne, à lUnion et sinquiètent des nombreux relais dont dispose la propagande hostile à lUnion en son sein.

Le rapport demande aux acteurs de lUnion de remédier à lactuel manque de clarté et au désaccord sur ce qui doit être considéré comme de la propagande et de la désinformation et, en coopération avec des représentants et des experts des médias des États membres, délaborer un ensemble commun de définitions et de regrouper des données et des faits sur lutilisation de la propagande.

Les députés soulignent la nécessité de favoriser la sensibilisation et dadopter une position plus affirmée grâce à des actions de communication institutionnelle et politique, à des recherches de groupes de réflexion et universitaires, à des campagnes sur les médias sociaux, à des initiatives de la société civile, à léducation aux médias et à dautres actions utiles.

Reconnaissance et dénonciation de la guerre de désinformation et de propagande russe : la guerre dinformation ciblée contre lOccident a été largement menée par lUnion soviétique durant la guerre froide et elle fait, depuis, partie intégrante de la guerre hybride moderne.

Les députés soutiennent que la communication stratégique de la Russie fait partie dune campagne de subversion plus générale visant à affaiblir la coopération de lUnion et la souveraineté, lindépendance politique et lintégrité territoriale de lUnion et de ses États membres. Ils demandent aux gouvernements des États membres de faire preuve de vigilance envers les opérations dinformation russes menées sur le sol européen et daccroître le partage des capacités et les efforts de contre-information destinés à contrer ces opérations.

En particulier, le rapport critique vivement les efforts de la Russie visant à perturber le processus dintégration de lUnion et déplore le soutien russe apporté aux forces antieuropéennes dans lUnion en ce qui concerne les partis dextrême droite, les forces populistes et les mouvements qui nient les valeurs fondamentales des démocraties libérales.

Comprendre et contrer la guerre dinformation et les méthodes de radicalisation de lEIIL/Daech : lEIIL/Daech, Al-Qaïda et de nombreux autres groupes terroristes islamistes violents utilisent également des stratégies de communication et de propagande directe dans le cadre de la justification de leurs actions contre lUnion européenne.

Les députés demandent à lUnion européenne et à ses États membres délaborer un contre-discours de lEIIL/Daech, en faisant participer le système éducatif et en renforçant la position et la visibilité des érudits musulmans modérés qui jouissent de suffisamment de crédibilité pour délégitimer la propagande de lEIIL/Daech et le dévoiement théologique que constitue la promotion de lislam radical.

Le rapport insiste sur limportance :

- dinclure la stratégie de contre-propagande contre lEIIL/Daech dans une stratégie régionale plus vaste et globale associant des instruments diplomatiques, socioéconomiques ainsi que des outils de développement et de prévention des conflits;
- de se concentrer davantage sur lamélioration des outils et méthodes de lUnion, principalement dans le domaine informatique ;
- de mettre en place des structures multidimensionnelles (recherche académique, administrations pénitentiaires, police, justice, services sociaux, éducation) pour lutter contre la radicalisation ;
- de sefforcer de couper laccès de lEIIL/Daech aux financements et aux fonds ;
- de coopérer avec les fournisseurs de services de médias sociaux pour contrer la diffusion de la propagande de lEIIL/Daech.

Stratégie de lUnion européenne pour lutter contre la propagande : saluant la communication conjointe sur le cadre commun en matière de lutte contre les menaces hybrides, les députés ont demandé lapprobation et la mise en uvre de ses recommandations et demandé à la VP/HR dassurer une communication fréquente au niveau politique avec les États membres afin de mieux coordonner les actions de lUnion.

Le rapport a souligné limportance :

- de la coopération entre les services de renseignement des États membres en vue dévaluer linfluence exercée par des pays tiers qui tentent de nuire aux fondements et aux valeurs démocratiques de lUnion ;
- du renforcement de la task force de lUnion sur la communication stratégique : la task force devrait mettre à disposition du grand public, sous lidentifiant Twitter "@EUvsDisInfo", un espace en ligne qui regrouperait différents outils destinés à déceler la désinformation, expliquerait leur fonctionnement, et relaierait les nombreuses initiatives de la société civile en la matière ;
- dassurer une communication cohérente et efficace sur les politiques de lUnion, tant en interne quen externe, et dadapter les communications aux régions spécifiques, en veillant notamment à ce que les informations soient accessibles dans les langues locales ;
- de la sensibilisation, de léducation et de la formation à linformation et aux médias en ligne dans lUnion et dans les pays du voisinage.

Le rapport a demandé à la Commission de présenter certaines initiatives législatives afin de contrer de manière plus efficace la désinformation et la propagande et dutiliser lexamen à mi-parcours de linstrument européen de voisinage pour favoriser le renforcement de la résilience des médias et pour lélever au rang de priorité stratégique.

Enfin, les députés estiment quune stratégie efficace pour contrer la propagande antieuropéenne pourrait être ladoption de mesures visant à fournir à un public cible des informations appropriées et intéressantes sur les activités de lUnion, les valeurs européennes et dautres questions dintérêt public, tout en soulignant que les technologies modernes et les réseaux sociaux pourraient être utilisés à ces fins.